

# CountrySide

European Landowners' Organization

N° 179

JANVIER-FEVRIER 2019 - BIMENSUEL - FR

COP24 • KATOWICE  
UNITED NATIONS CLIMATE CHANGE CONFERENCE  
POLAND 2018

**Agriculture, foresterie  
et utilisation des terres :  
objectif « zéro émissions nettes »**

Michael SAYER

*Friends of the Countryside (FCS)*

MIGUEL ARIAS CAÑETE  
European Union



# Editorial

Thierry de l'ESCAILLE, Secrétaire général

## Tables des matières

- 3 Agriculture, foresterie et utilisation des terres : objectif « zéro émissions nettes »

---

- 8 La conservation des terrains privés devient un enjeu politique majeur.  
Événement parallèle sur l'outil privé de conservation de la nature.

---

- 10 Conférence européenne sur la biodiversité 2018

---

- 11 Cérémonie du Prix BELLEUROPA  
Systèmes agroforestiers : l'opportunité pour le paysage et l'agriculture européenne' est un nouveau projet Erasmus+ qui a débuté à la fin de l'année dernière

---

- 12 Propriétaires privés, quel rôle pour la nature européenne ?

---

- 13 Agenda

---

- 14 Après l'arrêt de la CJCE : l'avenir de la sélection végétale en Europe

---

- 15 Renforcer la position des demeures historiques en Europe.  
Suivi du projet 'Heritage Houses for Europe'

## Arrêtez de « bricoler » avec l'environnement

*Cette semaine, un membre de ma famille élargie se marie à Bruxelles. Comme je suis toujours heureux de voir la prochaine génération qui franchit le pas, j'étais très enthousiaste à la perspective d'assister à ce mariage dans un cadre champêtre. Le site choisi par les mariés se trouvait dans un grand jardin en périphérie de Bruxelles et l'installation d'une tente était prévue.*

*Arrivent les chauves-souris. Apparemment, dans cette partie de Bruxelles, il existe une zone protégée Natura 2000 pour certaines espèces de ce type. On a dit à ma famille que la tente qu'ils souhaitaient installer pour un soir ne serait pas autorisée et que ce serait considérée comme une infraction s'ils le faisaient. Au cours des semaines et des mois qui ont précédé l'événement, personne ne les en avait informés. Ils ne l'ont découvert que quelques jours avant la réception lorsque la « police verte » est venue, ce qui a leur causé une grande déception dans la mesure où ils devaient changer de lieu à la dernière minute. S'ils l'avaient su, ils auraient certainement fait les choses très différemment.*

*Ayant vu des chauves-souris de temps en temps de mon propre appartement et les hébergeant sur ma ferme, je suis plus qu'heureux de les avoir vivantes et protégées. Elles ne font pas seulement partie de notre biodiversité mais elles mangent de nombreux insectes nuisibles ; une belle combinaison du beau et de l'utile. Je suis un grand fan des chauves-souris.*

*Cependant, ce que je ne préconise pas, c'est l'interprétation exagérée des règles Natura 2000, qui en réalité fait très peu pour la biodiversité mais beaucoup pour contrarier les gens. Si la législation européenne bien intentionnée est si mal interprétée au niveau local, n'est-il pas étonnant que, souvent, les gestionnaires des terres ne soient pas très désireux de l'appliquer sur leurs fermes ?*





## Agriculture, foresterie et utilisation des terres : objectif « zéro émissions nettes »

*L'accord de Paris de 2015 repose sur l'engagement pris de maintenir la hausse de la température mondiale depuis l'époque préindustrielle bien en dessous de 2°C, de tenter de la limiter à 1,5°C et de « trouver un équilibre entre des émissions anthropiques par ses sources et les absorptions par les puits dans la seconde moitié du siècle actuel ».*

Michael SAYER, Friends of the Countryside (FCS)

**C**ela nécessitera des émissions « zéro nettes » de gaz à effet de serre (GES) vers l'an 2050.

L'augmentation de 1,3% des émissions mondiales de gaz à effet de serre en 2017 et les conditions météorologiques extrêmes avec des sécheresses inhabituellement sévères et les incendies de forêt de 2018 rappellent l'urgence de la tâche.

### Implications de l'Accord de Paris

Ce défi exigera que tous les pays et tout les acteurs de l'économie agissent. Dans l'agriculture et les industries telles que le ciment et l'aviation, il sera très difficile de réduire les émissions à zéro. Bien que le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) soit le GES le plus abondant, une stabilisation puis une tendance à la baisse ne sera pas réalisée sans une réduction importante des émissions de méthane (CH<sub>4</sub>) et d'oxyde nitreux (N<sub>2</sub>O), gaz ayant un potentiel de réchauffement planétaire supérieur à 100 ans, respectivement 25 et 298 fois celui du CO<sub>2</sub>. Parallèlement, la durée de vie dans l'atmosphère de ces trois GES est comprise entre 30 et 95 ans pour le CO<sub>2</sub>, 12 ans pour le CH<sub>4</sub> et 121 ans pour le N<sub>2</sub>O.

Chaque pays devra également investir dans des 'émissions négatives', c'est-à-dire des moyens d'absorber suffisamment de dioxyde de carbone dans l'air pour supprimer les émissions qui subsistent inévitablement. Il semble inévitable que le captage et le stockage du carbone (CSC) devront jouer un rôle ici. La forme la plus primaire et la plus efficace de captage et de stockage du carbone consiste à augmenter la séquestration du carbone dans les puits

de biosphère terrestre. Ce n'est qu'alors que la cible pourra devenir « zéro net » de façon réaliste.

Certains pays ont déjà fixé cet objectif dans la loi, notamment la Suède, qui s'est fixée pour objectif juridique l'émissions « zéro net » d'ici 2045. La Norvège, l'Islande, la France, le Portugal et la Nouvelle-Zélande se sont également engagés à éliminer les émissions d'ici le milieu du siècle ou avant; et après l'annonce d'avril dernier, il s'agit d'un objectif vers lequel la Grande-Bretagne se dirige (les propositions du Comité britannique sur le changement climatique sont actuellement attendues, et des documents sur *L'utilisation des sols : réduire les émissions et se préparer au changement climatique* et *La biomasse dans une économie à faibles émissions de carbone* ont été publiés cette année). Le cadre d'action en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030 s'engage à réduire les émissions de 40% par rapport aux niveaux de 1990 (amélioration de l'efficacité énergétique de 27% et de la part des énergies renouvelables de 27%); et en novembre dernier le Commissaire ARIAS CAÑETE a déclaré que la Commission préférerait que l'UE atteigne la neutralité climatique (et non 'zéro net' émission) en 2050.

### Agriculture, foresterie et utilisation des terres

Bien qu'à l'heure actuelle, une grande partie du CO<sub>2</sub> provienne de la déforestation et du changement d'affectation des terres (avec des émissions continues plus de 50 ans après la mise en culture des anciens sols boisés et pâturage), les pratiques agricoles sont également des sources im-

portantes d'émissions relativement difficiles à traiter :

- CH<sub>4</sub> provenant des systèmes d'élevage (fermentation entérique et fumier) ainsi que de la production de riz [irrigué]
- N<sub>2</sub>O provenant de la fertilisation du sol en utilisant un engrais inorganique ou organique à base d'azote.

L'utilisation et la gestion des terres occupent toutefois une position unique, car le stock de carbone dans la biomasse ligneuse et les sols, selon la gestion, peut être une source ou une émission, ou une source nette d'émission grâce à une séquestration additionnelle. En outre, en Europe, il y a actuellement peu de changements dans l'affectation de l'utilisation des terres, et la séquestration du carbone, en particulier dans les zones boisées, est en augmentation.

En 2015, la séquestration annuelle supplémentaire de carbone dans les forêts et les sols s'élevait à 295 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>, mais les émissions agricoles s'élevaient à 438 millions d'équivalent CO<sub>2</sub>, ce qui représentait un déficit de 143 millions de tonnes. Le CH<sub>4</sub> issu de la fermentation entérique chez les bovins et les émissions de N<sub>2</sub>O provenant des sols gérés représentaient respectivement 37% et 30% des émissions agricoles. Parallèlement, près de la moitié de la nourriture achetée dans les économies développées est actuellement gaspillée (le chiffre pour les produits de boulangerie au Royaume-Uni est de 11% du poids des déchets alimentaires).

Il est donc nécessaire de maintenir la productivité alimentaire avec une utilisation plus efficace des intrants et de diversifier la gestion des terres pour accroître la séquestration en même temps que la subs-

titution de matériaux et d'énergie, tout en renforçant l'environnement. Cela ne peut être fait qu'en réalisant le potentiel du concept de bioéconomie.

En outre, même si la température est maintenue à +1,5°C par rapport aux températures préindustrielles, des mesures d'adaptation et de mise en œuvre de la résilience seront nécessaires. Ceci sera mis en œuvre parallèlement aux mesures d'atténuation et comprendra :

- La gestion des ressources en eau dans le contexte de déficit hydrique des sols
- Les techniques de sélection végétale pour développer des variétés moins sensibles à la sécheresse, aux parasites et aux maladies
- La protection (y compris l'assurance) contre les phénomènes météorologiques extrêmes
- La biosécurité renforcée
- Une politique efficace de contrôle des espèces exotiques envahissantes
- Le développement de structures forestières équilibrées et inéquiennes avec des essences mixtes plus résistantes aux conditions climatiques extrêmes, à quatre espèces nuisibles (par exemple la *Ips typographus*)
- Les mesures de biodiversité ciblées en particulier sur les zones humides, les régions montagneuses et les couloirs de migration
- La gestion et stabilisation des côtes et des plaines inondables qui s'érodent

La conception de la Politique agricole devrait refléter ces défis et complexités.

### Vers l'objectif de «zéro net» émission : une série de défis et d'opportunités

#### Carbone dans le sol

##### Régénération des sols (y compris les tourbières)

L'érosion a provoqué de nombreux dégâts dans le sol, dus au manque de couverture hivernale sur le sol disponible, ce qui peut être évité par l'utilisation de cultures de couverture. Les pâturages et le surpâturage ont généralement causé des dommages au sol. Les tourbières contiennent des niveaux de carbone beaucoup plus élevés que les sols minéraux, mais ont souffert du drainage et du dessèchement, ainsi que du surpâturage et du boisement avec des conifères de mauvaise qualité. Les programmes de restauration avec réhumidification peuvent stabiliser la tourbe au fil du temps et permettre de reconstituer le stock de carbone tout en réduisant le ruissellement dans le bassin versant. L'Écosse dispose de 97 programmes de restauration de la tourbe, bien que le carbone puisse prendre jusqu'à 300 ans pour atteindre sa capacité naturelle.

#### Travail du sol

Les techniques culturales sans labour

peuvent augmenter lentement le carbone dans le sol dans les terres arables, mais sur de nombreux sols il sera parfois nécessaire de le travailler conventionnellement libérant du carbone supplémentaire. Bien que ces techniques améliorent la rétention d'humidité et la structure du sol, elles sont moins susceptibles d'accroître la séquestration à long terme, sauf si cela peut être complètement évité.

#### Changement d'affectation des terres (conversion en pâturage permanent ou en forêt)

C'est le moyen le plus sûr d'accroître la séquestration des sols, car les sols de pâturages permanents et de terres boisées retiennent d'avantage de carbone que les terres arables. Selon les données du Royaume-Uni, le facteur peut varier de 35% à plus de 100%, selon la région et le type de sol, minéral ou tourbeux. Une augmentation progressive du carbone dans le sol devrait résulter d'une période de 50 ans (sols minéraux) à 300 ans (sols tourbeux).

Cependant, la transition nécessitera des mécanismes de soutien.

### Forêt et bois

#### Inventaires

Dans la majeure partie de l'Europe (Allemagne, Autriche, Suisse, République tchèque, Suède et Finlande), les inventaires forestiers effectués tous les 7 à 10 ans, montrant la structure par âge et le volume des espèces en réserve, constituent une pratique sylvicole standard depuis la fin du XIXe siècle. Plus simple à réaliser dans des peuplements d'âge homogène, la méthode de contrôle suisse est l'exemple classique d'une application plus sophistiquée dans des forêts à couvert continu, mélangées et inéquiennes.

#### Produit du bois et substitution des matériaux

Les avantages les plus évidents de la substitution de matériaux sont les travaux de construction destinés à remplacer l'acier, le béton et la brique, qui génèrent tous des émissions importantes lors de la fabrication et de l'emballage. Des immeubles construits en bois sont actuellement en construction à Sundbyberg, Stockholm et des immeubles à plusieurs étages à ossature en bois sont actuellement en construction à Londres et Tokyo, par exemple.

#### Biomasse comme source d'énergie

La biomasse est une source croissante de chauffage qui s'applique également aux systèmes collectifs. Outre l'utilisation des éclaircies et des déchets forestiers, le miscanthus et les taillis à rotation rapide peuvent être cultivés à cet effet sur des terres arables plus pauvres. La foresterie à rotation courte est une autre option qui aboutira toutefois à un puits de carbone en cours plus petit à gérer que dans les cas

où cet objectif est combiné à la production de bois pour la substitution des matériaux.

#### Marchés

Les prix du bois continuent d'afficher une volatilité ou des tendances à la baisse (Allemagne) susceptibles de décourager de manière significative la gestion active. C'est l'une des raisons structurelles pour lesquelles de nombreuses petites forêts et parcelles de forêt ne réalisent pas actuellement tout leur potentiel, à la fois en tant que puits de carbone et en termes de récolte (substitution).

#### Commerce du carbone

La séquestration annuelle supplémentaire issue du nouveau boisement (postérieur à 1990) pourrait être commercialisée sur la base d'un inventaire forestier. Cependant, cela devrait se faire sur la base d'une certification limitée dans le temps, avec l'obligation de renouvellement de l'acheteur. La période de validité ne doit pas dépasser cinq ans ni la période de l'inventaire pour permettre des modifications du stock de carbone (y compris la récolte éventuelle).

#### Boisement

En plus d'augmenter le carbone dans le sol, le boisement offre une augmentation substantielle du puits de carbone dans la biomasse ligneuse et du bois d'œuvre pour la substitution de matériaux. Le potentiel est donc défini par la taille et la densité du stock de carbone et sera atteint pendant toute la durée de la rotation en cas d'utilisation d'une coupe rase ou pendant le temps requis pour obtenir une forêt « normale » (équilibré) dans des systèmes de couverture continue.

#### Agroforesterie

L'agroforesterie offre également des avantages à petite échelle mais sera probablement plus pertinente comme mesure d'adaptation.

### Émissions de CH<sub>4</sub> et de N<sub>2</sub>O provenant du bétail

Un rapport récent de la Fondation RISE indique que les émissions du bétail de l'UE28 devraient être réduites de 74% pour atteindre une réduction globale de 80% des émissions de GES d'ici 2050. Le même rapport suggère qu'avec un taux d'occupation de 0,5 à 1,0 unité de bétail par hectare, tous les États membres sauf cinq auraient besoin de moins que le nombre actuel de ruminants pour pâturer leur zone de pâturage permanent, et selon une estimation prudente, environ la moitié du nombre serait requis dans l'ensemble de l'UE.

#### Bétail

Les émissions provenant des bovins, et en particulier des troupeaux de vaches laitières, sont une source majeure d'émission de bétail. Environ 62% des émissions du bétail de l'UE proviennent



# Un temps pour vivre l'instant, un temps pour préparer l'avenir.

Vous souhaitez préserver durablement votre patrimoine pour les générations à venir.  
Prenez le temps d'en parler avec nous: LGT Bank (Suisse) SA, téléphone +41 44 250 84 80

**LGT. Votre partenaire pour des générations.**  
À Bâle, Berne, Genève, Lugano, Zurich et sur plus  
de 15 autres sites dans le monde. [www.lgt.ch](http://www.lgt.ch)



**Private  
Banking**

de la fermentation entérique chez les bovins. Depuis 1990, le facteur d'émission implicite pour les bovins laitiers de l'UE a augmenté de 22,3% (contre 3,5% pour les autres bovins). Différents systèmes d'élevage sont cependant associés à différents niveaux d'intrants et d'émissions, dépendant principalement de la source de nourriture.

#### **Alimentation**

Optimiser la qualité et la digestibilité des aliments réduit les émissions de la fermentation entérique. Cependant, cela aura souvent déjà été réalisé avec du bétail confiné. Lorsque l'alimentation est sous-optimale, il est possible d'introduire l'ensilage et le foin de légumineuses et d'améliorer les pâturages.

#### **Digestion anaérobie**

La digestion anaérobie a le potentiel de capter les émissions de CH<sub>4</sub> provenant du bétail en stabulation. Cependant, dans la pratique, de nombreux digesteurs anaérobies dépendent en partie sur l'obtention d'autres sources de déchets et/ou sur le développement de cultures énergétiques telles que le maïs (ce qui génère un cycle préalable d'émissions de N<sub>2</sub>O).

#### **Stockage et incorporation de fumier**

Le traitement d'acidification du lisier et le stockage couvert du fumier peuvent réduire considérablement les émissions de GES. L'incorporation et l'injection de fumier offrent des possibilités supplémentaires, bien que dans certaines circonstances, cela ait conduit à un échange de pollution, réduisant ainsi les émissions d'ammoniac (NH<sub>3</sub>) mais augmentant celles de N<sub>2</sub>O.

#### **Systèmes intensifs reposant sur les cycles précédents d'émissions de N<sub>2</sub>O provenant de régimes fertilisés à base d'herbe et/ou de céréales**

Le problème essentiel de la gestion réside dans le fait qu'il est possible d'appliquer plus efficacement les techniques de gestion du régime alimentaire et du fumier au bétail en confinement, les systèmes intensifs dépendent fondamentalement de l'herbe fertilisée avec de l'azote inorganicien supplémentaire (généralement des troupeaux de vaches laitières) et d'un régime à base de céréales (troupeaux de vaches laitières et de bœufs). Ils dépendent donc de la génération d'un cycle précédent d'émissions de N<sub>2</sub>O (qui, dans le cas des aliments pour animaux importés, ne figureront pas dans le même inventaire national que les émissions directes du troupeau. En outre, la fabrication d'engrais produit d'importantes émissions en amont : par exemple, dans le cas du nitrate d'ammonium contenant 33,5% de nutriments, les émissions (éq. CO<sub>2</sub>) à la sortie de l'usine sont de 1,18 kg par kilogramme de produit ; avant la prise en compte de 1,89 kg supplémentaires à partir de l'application (sur la base de la technologie 2011).

Celles-ci représentent un cycle antérieur supplémentaire d'émissions de GES et, dans le cas du soja importé, il pourrait y avoir eu d'autres émissions résultant d'un changement indirect d'affectation des sols. Il est donc probable que des réductions significatives des émissions globales ne pourront être obtenues qu'en abandonnant les systèmes intensifs, en améliorant le régime alimentaire actuel et en appliquant des techniques de gestion du fumier pour la partie de l'année où le bétail devrait normalement être à l'étable. Cette période a tendance à diminuer avec des hivers plus chauds, ce qui accroît la praticité de l'utilisation de la paille, de l'ensilage et du foin comme composants principaux du régime alimentaire à cette période de l'année. On peut s'attendre à ce que l'abandon des régimes à base de céréales se répercute sur les prix des céréales dans la partie inférieure de la fourchette, entraîne également un ralentissement de la finition des bovins et une certaine réduction des rendements en lait. Celles-ci devront être compensées par le passage plus général à la bioéconomie et, de manière transitoire, par la politique agricole.

### **Émissions de N<sub>2</sub>O provenant de la fertilisation des sols**

#### **Agriculture de précision**

Une plus grande minutie dans le calendrier d'application de l'azote pour éviter les périodes de fortes pluies ou des périodes de repos de la culture et l'ajustement du taux d'application au champ ou la plus petite échelle peuvent permettre de réduire considérablement les émissions. Toutefois, dans la pratique, l'impact potentiel d'autres facteurs pendant la période de croissance peut rendre difficile de juger des réductions localisées de l'application. Des réductions plus importantes pourraient être obtenues en amont en réduisant les émissions associées à la production d'engrais inorganicien à l'azote. Cela impliquerait également d'optimiser l'utilisation de fumier organicien provenant de bétail lorsque cela n'est pas fait pour déplacer les émissions de nitrate inorganicien incorporées.

#### **Rotation**

Des rotations culturales plus longues peuvent augmenter la fertilité du sol en introduisant des cultures fixatrices d'azote, telles que la luzerne ou le trèfle, et peuvent améliorer le contrôle des mauvaises herbes persistantes. Le domaine de Holkham (Royaume-Uni) emploie une rotation sur six ans, généralement l'orge d'hiver, le colza oléagineux, le blé d'hiver, les pommes de terre, l'orge de printemps et la betterave à sucre, avec parfois une récolte de maïs. En principe, ils évitent deux cultures de paille successives. Le domaine d'Esterházy (Autriche), qui s'est reconverti en agriculture biologique, présente une rotation ty-

pique de luzerne, blé, maïs, soja, orge, légumineuses, citrouilles, avoine ou autres céréales fourragères, tournesols et retour à la luzerne.

La Politique agricole devrait soutenir les cultures moins rentables dans la rotation, ce qui pourrait inclure des options pour l'herbe/jachère de deux ou trois ans. De plus, il est peu probable que le plein potentiel de rotations plus longues soit réalisé sans l'application de techniques de sélection végétale telles que l'édition génomique.

#### **Les énergies renouvelables comme tête de rotation**

L'utilisation de cultures énergétiques en tant que tête de rotation dans la rotation annuelle pourrait être encouragée en améliorant leur utilisation pour les énergies renouvelables (par exemple, la betterave à sucre ou le colza oléagineux). Cela pourrait être mis en œuvre avec des implications minimales pour le changement indirect d'affectation des terres.

#### **Utilisation des terres comme plateforme pour les énergies renouvelables**

Les avantages relatifs de la biomasse forestière et des autres énergies renouvelables varieront en fonction du vent, des précipitations et du rayonnement solaire dans chaque région.

#### **Energie éolienne**

Le potentiel de l'énergie éolienne a déjà été largement développé, à la fois on-shore et off-shore.

#### **Energie hydroélectrique**

De nombreux gestionnaires de terres ont le potentiel de produire de l'énergie hydroélectrique. Par exemple, dans le domaine d'Attadale à Wester Ross, en Écosse, quatre installations peuvent produire 4,8 MW. L'application des installations hydroélectriques dans les basses terres dépend en partie de la mise au point d'une technologie capable d'utiliser une faible hauteur d'eau de 2 m ou moins. Tous les projets hydroélectriques sont potentiellement vulnérables aux périodes de faible débit.

#### **Energie solaire**

L'utilisation des terres, en particulier des terres marginales, pour l'énergie solaire est une autre source importante d'énergie renouvelable. La ferme thermo-solaire Gemasolar sur le domaine de Monclova à Fuentes de Andalucía occupe 197 ha et est en mesure de générer 19,9 MW d'électricité par an, ce qui lui permet de fournir 110 GW d'heures et d'économiser 30 millions d'émissions de CO<sub>2</sub>.

#### **Calendriers**

Certaines des mesures ci-dessus, telles que l'évitement des cycles d'émission antérieurs ou l'allongement de la rotation des cultures peuvent être mises en œuvre rapidement. Les mesures impliquant l'introduction de taillis à courte rotation prendront environ

3 à 10 ans, et dans le cas d'une foresterie à courte rotation environ 20 ans.

Les mesures impliquant une séquestration supplémentaire du carbone dans le sol prendront entre 50 et 300 ans, selon le type de sol et l'emplacement. À la fin de cette période, le puits de carbone aura atteint la saturation.

Les mesures de boisement dureront probablement entre 80 et 150 ans, selon les essences, la rotation et le site.

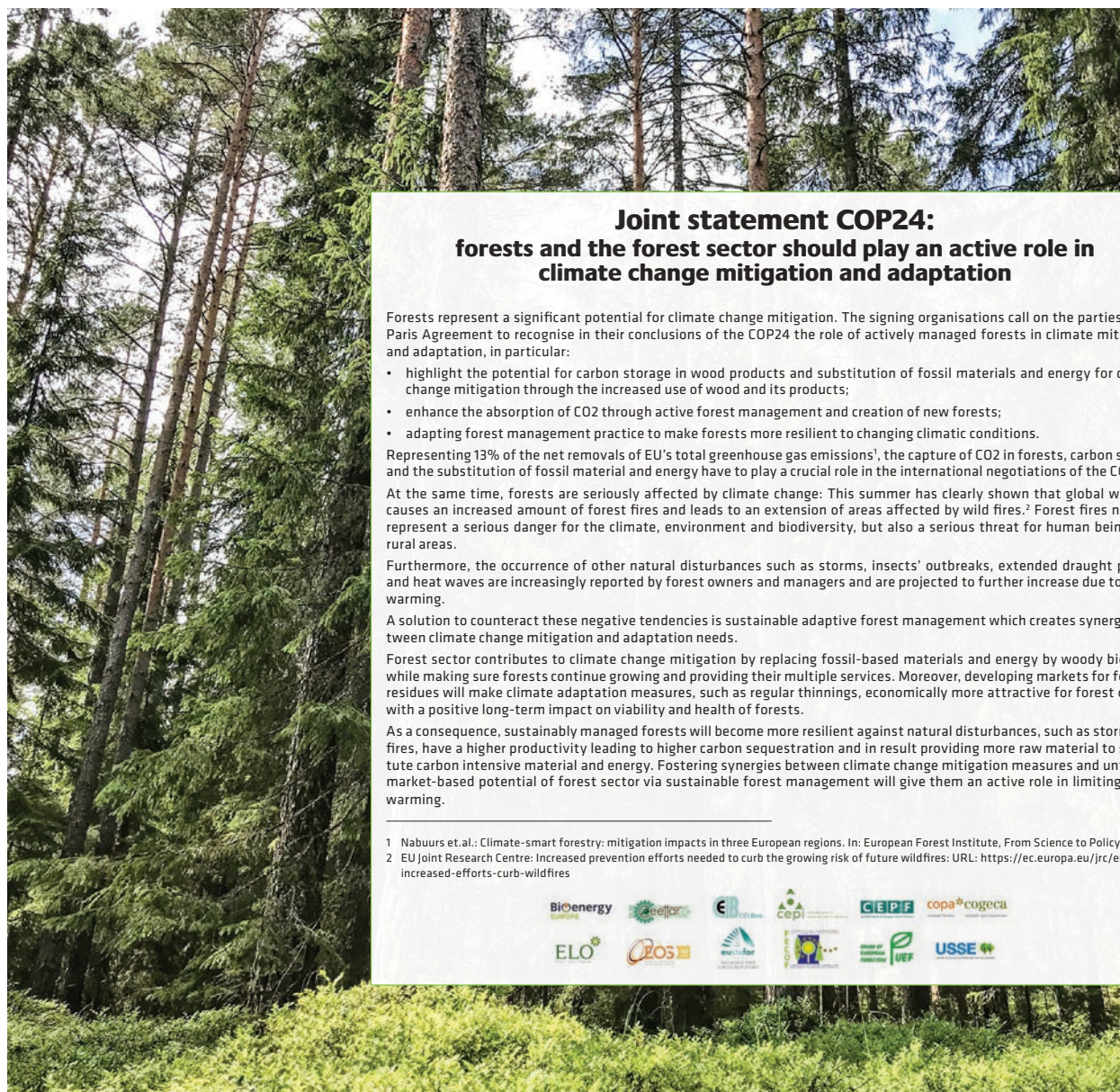
Les mesures impliquant une meilleure gestion des terres boisées existantes, y compris la conversion en forêt haute, nécessiteront probablement une période située au bas de cette échelle.

(Red.)

Cet article est basé sur les propositions de politique de l'ELO partagées avec les participants à la COP24 à Katowice, en Pologne, en décembre 2018. L'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets resteront l'un de nos thèmes clés au cours de l'année à venir.

## Résumé des principales recommandations

- La contribution optimale de la gestion des terres à la réalisation de l'objectif 'zéro net émission' grâce à une séquestration supplémentaire du carbone et à la substitution de matériaux ne peut pas être atteinte d'ici 2050, mais la plus grande partie de son potentiel pourrait être atteinte d'ici 2100 si des mesures appropriées étaient mises en place maintenant.
- Cultures arables : favoriser les rotations plus longues avec l'introduction de légumineuses.
- Bétail : réduire ou éviter la génération de cycles précédents d'émissions de N2O.
- Changement d'affectation des sols : favoriser un changement majeur vers les pâturages permanents et, en particulier, le boisement.
- Zones boisées existantes : encourager l'utilisation d'inventaires forestiers et une meilleure gestion des bois de petite taille.
- Encourager la substitution de matériaux par le biais de réglementations des bâtiments de construction.
- Encourager la substitution d'énergie par la biomasse et les têtes de rotation
- Les changements d'affectation des sols et les stocks de carbone directs et indirects doivent faire partie de toutes les équations de politique et de gestion.



### Joint statement COP24: forests and the forest sector should play an active role in climate change mitigation and adaptation

Forests represent a significant potential for climate change mitigation. The signing organisations call on the parties to the Paris Agreement to recognise in their conclusions of the COP24 the role of actively managed forests in climate mitigation and adaptation, in particular:

- highlight the potential for carbon storage in wood products and substitution of fossil materials and energy for climate change mitigation through the increased use of wood and its products;
- enhance the absorption of CO<sub>2</sub> through active forest management and creation of new forests;
- adapting forest management practice to make forests more resilient to changing climatic conditions.

Representing 13% of the net removals of EU's total greenhouse gas emissions<sup>1</sup>, the capture of CO<sub>2</sub> in forests, carbon storage and the substitution of fossil material and energy have to play a crucial role in the international negotiations of the COP24.

At the same time, forests are seriously affected by climate change: This summer has clearly shown that global warming causes an increased amount of forest fires and leads to an extension of areas affected by wild fires.<sup>2</sup> Forest fires not only represent a serious danger for the climate, environment and biodiversity, but also a serious threat for human beings and rural areas.

Furthermore, the occurrence of other natural disturbances such as storms, insects' outbreaks, extended draught periods and heat waves are increasingly reported by forest owners and managers and are projected to further increase due to global warming.

A solution to counteract these negative tendencies is sustainable adaptive forest management which creates synergies between climate change mitigation and adaptation needs.

Forest sector contributes to climate change mitigation by replacing fossil-based materials and energy by woody biomass, while making sure forests continue growing and providing their multiple services. Moreover, developing markets for forestry residues will make climate adaptation measures, such as regular thinnings, economically more attractive for forest owners with a positive long-term impact on viability and health of forests.

As a consequence, sustainably managed forests will become more resilient against natural disturbances, such as storms and fires, have a higher productivity leading to higher carbon sequestration and in result providing more raw material to substitute carbon intensive material and energy. Fostering synergies between climate change mitigation measures and untapped market-based potential of forest sector via sustainable forest management will give them an active role in limiting global warming.

1 Nabuurs et al.: Climate-smart forestry: mitigation impacts in three European regions. In: European Forest Institute, From Science to Policy 6, p. 7.  
2 EU Joint Research Centre: Increased prevention efforts needed to curb the growing risk of future wildfires. URL: <https://ec.europa.eu/jrc/en/news/increased-efforts-curb-wildfires>



(Red.) Cette déclaration commune est en langue originale ; si vous voulez l'avoir en français n'hésitez pas à nous contacter.

## La conservation des terrains privés devient un enjeu politique majeur.

La 14<sup>ème</sup> réunion de la Conférence des Parties pour la Convention sur la Diversité Biologique (CDB-COP14) s'est tenue à Sharm El Sheikh, Egypte, entre le 17 et 29 novembre 2018.

Jurgen TACK, Directeur scientifique d'ELO, Chef de délégation pour la COP14

La Conférence des États signataires, ou Conférence des Parties, est l'organe directeur suprême de la Convention sur la Diversité Biologique. Cet organe réunit les représentants des États à la Convention ainsi que d'autres acteurs clés de la société civile, du monde des affaires, des communautés autochtones et locales, des jeunes et d'autres acteurs pour examiner et faire progresser l'application de la Convention.

Pour la première fois dans l'histoire de la CDB, ELO y a participé comme délégation officielle. Pour ELO, il était important d'y participer puisque la conservation de la nature sur les propriétés privées a été discutée pour la première fois depuis la création de la Convention. Encore une fois, nous constatons que la conservation des terres privées est reconnue par les organismes internationaux.

Nous avons déjà convaincu la Commission européenne de l'importance qu'ont les propriétaires fonciers privés dans la lutte contre la perte de biodiversité. Lors de la COP14, nous avons exposé aux 196 gouvernements participant à la conférence, qu'au niveau mondial, les propriétaires fonciers privés devraient également avoir la possibilité d'être plus étroitement associés aux politiques concernant la nature. Pour le chef de la délégation d'ELO, Jurgen TACK, il est important d'avoir une déclaration explicite à ce niveau car elle fournit un excellent moyen de réclamer des efforts supplémentaires de la part de la Commission européenne.

Le 29 novembre, la Conférence des parties COP14 s'est achevée sur un large accord in-



© 2018 COP14

ternational visant à inverser la tendance à détruire massivement la nature et à réduire la perte de la biodiversité.

Tout au long de la conférence, le Dr. Cristiana PAȘCA PALMER, Secrétaire exécutive de la Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique, a exposé les arguments scientifiques selon lesquels l'humanité est actuellement sur une voie non durable. En effet, celle-ci implique une perte continue et brutale de la biodiversité avec

des conséquences en cascade pour la nature et la société humaine, notamment dans l'économie mondiale, la disponibilité en nourriture et en eau, la sécurité, la santé et le bien-être humain.

L'importance d'impliquer les propriétaires fonciers privés a été reconnue et les gouvernements ont été invités à participer activement avec les propriétaires fonciers privés à la protection de la biodiversité dans le monde entier.

### Événement parallèle sur l'outil privé de conservation de la nature.

60% de la superficie de l'Europe appartient à des propriétaires privés. A une telle échelle, il est essentiel de faire participer les terrains appartenant au secteur privé aux actions de conservation de la nature pour atteindre les objectifs fixés en matière de biodiversité.

La plupart des pays de l'UE ont créé des programmes de soutien pour aider les propriétaires fonciers à réaliser des activités de gestion de la biodiversité. Toutefois, un grand nombre de ces programmes sont relativement nouveaux et peu connus des propriétaires fonciers. Le projet LIFE 'Land Is For Ever' examine actuellement les mesures existantes - y compris les paiements, les subventions et la reconnaissance du public - dans le monde entier et se fonde sur des informations recueillies sur le terrain pour voir comment susciter efficacement la participation des propriétaires fonciers privés aux efforts de conservation.

Ce projet, conduit par ELO en partenariat avec TNC (The Nature Conservancy), a été présenté pendant un événement parallèle à la COP14 pour décrire la situation de la conservation des terres privées dans l'UE et de chercher toujours plus d'inspiration.

La dimension internationale de la conférence en a été le principal atout, comme expliqué par Anne-Sophie MULIER : « Avec cet événement, nous avons voulu sensibiliser l'opinion sur les possibilités et la nécessité d'un ensemble d'outils et d'incitations pour la conservation des terres privées dans l'UE ».

Les représentants du projet ont souligné que la conservation des terres privées a besoin d'une plus grande reconnaissance mondiale dans le langage juridique, y compris la COP sur la Diversité Biologique, pour guider les politiciens. Cette prise de conscience croissante peut faire comprendre aux décideurs politiques les effets du soutien apporté à la conservation des terres privées en vue d'atteindre les objectifs internationaux en matière de biodiversité.

Pour plus d'informations : [www.landisforever.eu](http://www.landisforever.eu)



Vous êtes propriétaire de terres agricoles et vous cherchez une formule efficace et rentable pour la gestion de votre bien: l'équipe d'Agriland se met à votre disposition.

L'objectif d'Agriland est d'assurer une optimisation financière en toute transparence et de renforcer le lien que vous avez avec votre terre. Nous vous informons sur les évolutions en matière d'agriculture, rencontrons les institutions publiques, encourageons l'emploi local et soutenons le verdissement par une gestion respectueuse de l'environnement.

Plus d'infos sur [www.agriland.be](http://www.agriland.be)

SA Agriland / Avenue Pasteur 23 - 1300 Wavre / Tel. +32 10222 905 / Fax +32 10222 909 / e-mail: [agriland@skynet.be](mailto:agriland@skynet.be)



DEUTZ-FAHR.  
TECHNOLOGY DRIVEN  
PRODUCTIVITY.



## Leading tractors and combine harvesters.

Innovative technology, attractive design, comfort and efficiency - DEUTZ-FAHR offers a complete range of tractors from 35 HP to 340 HP and combine harvesters from 250 HP to 395 HP. The combination of an excellent product range, coupled with advanced precision farming systems, enables DEUTZ-FAHR to provide a tailor-made technology solution to allow maximum productivity in the field and on the road. All in all DEUTZ-FAHR is the perfect partner for any farming business.

To discover more please contact a DEUTZ-FAHR dealer or visit [deutz-fahr.com](http://deutz-fahr.com).



© 3Water

## Conférence européenne sur la biodiversité 2018

*Le 4 décembre dernier, la Conférence européenne sur la biodiversité 2018 s'est tenue sous le thème « Repenser la stratégie sur la biodiversité : quelle est la place des propriétaires fonciers privés ? ». La conférence a été accueillie par l'eurodéputé Karl-Heinz FLORENZ, et a abordé diverses questions liées à la stratégie potentielle sur la biodiversité après 2020.*

*L'un des messages clés de la conférence a été la nécessité d'accroître la prise de conscience de la perte de biodiversité comme une problématique comparable à celle du changement climatique.*

Louisa GEISMANN, ELO

Thierry de l'ESCAILLE, Secrétaire général d'ELO, a ouvert la conférence en soulignant l'intérêt grandissant du public pour la biodiversité. Étant donné que 60% des campagnes européennes sont gérées sur des terres privées, il a souligné que la PAC est un élément crucial pour les agriculteurs et les propriétaires terriens qui s'engagent à préserver la biodiversité. Toutefois, le budget de la PAC se réduit, et il faut en même temps davantage d'engagements, ce qui est contradictoire.

Jurgen TACK, Directeur scientifique d'ELO, a souligné que les médias accordent beaucoup plus d'attention au changement climatique qu'à la perte de biodiversité. Cependant, il est important d'agir simultanément contre ces deux problématiques. En ce qui concerne le 'bilan de santé' de l'UE, il a souligné que nous devons nous fixer des objectifs encore plus ambitieux qu'aujourd'hui. Dans ce contexte, il s'est demandé s'il y a actuellement suffisamment de parties prenantes impliquées pour mettre un terme à la perte de biodiversité. Il a souligné la nécessité de promouvoir les synergies avec le financement de la PAC, y compris l'utilisation efficace des paiements Natura 2000 et des mesures agroenvironnementales et climatiques.

Luc BAS, Directeur de l'UICN pour l'Europe et Ambassadeur pour le climat, était d'accord avec lui et soulignant qu'il y a deux « bulles » distinctes pour le changement climatique et la biodiversité. En outre, il a souligné le problème de la mauvaise applica-

tion des accords multilatéraux et a appelé à une approche « ascendante », qui examine les principaux moteurs responsables de la perte de biodiversité au lieu d'agir seulement après que les dommages se soient produits. Par conséquent, l'Europe devrait devenir un modèle à suivre avec sa stratégie en matière de biodiversité.

Un exemple plus concret de la façon dont l'agriculture peut s'approprier la conservation de la biodiversité a été présenté par Sue COLLINS, Conseillère auprès de 'Butterfly Conservation Europe'. L'étendue et la qualité des prairies semi-naturelles et l'abondance de leurs insectes diminuent considérablement en raison du labourage, de la fertilisation, de l'eutrophisation, etc. Selon elle, les propriétaires fonciers peuvent apprendre comment éviter ces problèmes avec de bonnes mesures financières et la flexibilité des programmes.

Dr. Romain LASSEUR, membre du Conseil d'administration du Groupe IZI, s'est adressé à l'auditoire en mettant l'accent sur un autre facteur important de perte de biodiversité : les espèces exotiques envahissantes. Elles causent de graves dommages à la biodiversité, à la santé publique, aux activités économiques et à l'intégrité des paysages. S'il est vrai qu'une réaction rapide est nécessaire pour empêcher avec succès la propagation des espèces exotiques invasives, l'UE et les autorités des États membres exercent une forte pression réglementaire sur les méthodes chimiques pour gérer ces espèces invasives.

Cette année, la conférence sur la biodiversité a invité Katrina MARSDEN du Secrétariat de la Plate-forme européenne des grands carnivores, à développer la question de la gestion des grands carnivores dans l'UE. Elle a parlé de plusieurs mesures de développement rural sous forme de réparation et de prévention. Selon elle, les programmes de développement rural (PDR), dans le cadre du Fonds européen agricole pour le développement rural, ont un grand potentiel dans certains États membres pour aider les propriétaires terriens et les agriculteurs à trouver une aide adéquate.

En guise de conclusions, le Directeur général de l'environnement, Daniel CALLEJA CRESPO, a fait le point sur le travail accompli jusqu'à présent par la Commission européenne en matière de politique de biodiversité et a indiqué que la Commission publiera une évaluation finale de sa stratégie pour la biodiversité avant fin 2020. Il a appelé à une approche holistique du changement climatique et de la perte de biodiversité. Dans ce contexte, il est essentiel que les nouvelles mesures de la PAC prévoient des impacts concrets sur le terrain afin que les biens publics soient rétribués pour la biodiversité. Selon lui, les propriétaires fonciers ont un rôle crucial à jouer dans la sauvegarde du patrimoine naturel.

Toutes les informations sont disponibles sur le site web d'ELO : <https://www.europeanlandowners.org/events/biodiversity-conference>



© La Ronca, 2018

Konstantin KOSTOPOULOS, Gerardo GIL DE LA CALLE, Dr. Andrea MARATTI, Francesco NATTA, Thierry de l'ESCAILLE, Daniel CALLEJA CRESPO

## Cérémonie du Prix BELLEUROPA



Le prix Belleuropa récompense chaque année l'un des membres du label Wildlife Estate pour son plan de gestion durable exemplaire. Le label Wildlife Estate est un réseau de domaines ruraux exemplaires avec des plans d'utilisation et de gestion durable des sols visant à la protection de la faune et de la flore, et des paysages culturels.

Le lauréat de cette année incarne parfaitement cette philosophie. Karl-Heinz FLORENZ, Daniel CALLEJA CRESPO et Thierry de l'ESCAILLE ont vivement félicité «La Ronca Estate» en Espagne. Le propriétaire, Dr. Andrea MARATTI, a chaleureusement remercié le jury représenté par Francesco NATTA de lui avoir décerné le prix, et conclut

son intervention en soulignant que nous n'héritons pas de la Terre de nos ancêtres mais que nous l'empruntons à nos enfants.

Plus d'informations :  
[www.wildlife-estates.eu](http://www.wildlife-estates.eu)

## Systemes agroforestiers :

**L'opportunité pour le paysage et l'agriculture européenne' est un nouveau projet Erasmus+ qui a débuté à la fin de l'année dernière.**

—  
Branwen MILES, ELO



L'objectif du projet AGFOSY est de créer un système de formation complexe mais flexible en matière d'agroforesterie. Il s'appuiera sur des études de cas et des pratiques exemplaires qui fourniront aux agriculteurs et aux propriétaires fonciers les aptitudes, les connaissances et les compétences nécessaires pour mettre en œuvre des systèmes agroforestiers dans leurs propres exploitations. Les mesures agroforestières peuvent apporter un large éven-

tail d'avantages positifs à la gestion des terres et aider les propriétaires fonciers à atteindre les objectifs de la PAC. Il peut apporter des solutions à différents problèmes allant du chômage à la diversification des revenus en tant que services écologiques.

Le projet s'étendra sur 24 mois et réunira des partenaires de la République tchèque, de la France, de la Slovaquie, de l'Espagne, de la Hongrie et de la Belgique. La réunion de lancement a eu lieu à Prague où les partenaires du projet ont été accueillis par l'Association tchèque de l'agriculture privée, coordinatrice du projet. Le consortium du projet a défini ses principaux objectifs et le premier résultat, qui sera un rapport de pointe sur la situation de l'agroforesterie dans chaque pays participant.

La partie suivante du projet comprend la création d'un rapport sur les mesures agroforestières dans chaque pays. Il examinera l'histoire, les pratiques actuelles et les législations ou obstacles qui entravent le développement des mesures agroforestières. La prochaine réunion se tiendra à Montpellier, en France, au printemps 2019 et sera organisée par l'Association Française d'Agroforesterie.

 AGFOSY

 @AGFOSY\_ERASMUS



Project No: 2018-1CZ-KA202-048153



© 2019 EU-EP/IV

## Propriétaires privés, quel rôle pour la nature européenne ?

*Des professionnels et des partenaires de toute l'Union européenne se sont réunis à Bruxelles début février pour discuter du rôle des propriétaires privés dans la protection de la nature. Le député européen Karl-Heinz FLORENZ a prononcé un chaleureux discours d'ouverture et introduit le panel.*



Daniel MONTELEONE, ELO

Premierorateur, Humberto DELGADOROSA, Directeur du capital naturel à la Commission européenne, a présenté le sujet. Il a noté que la nature s'érode lentement et perd de sa biodiversité. Il a proposé plusieurs idées pour aider l'UE à atteindre certains de ses objectifs pour l'année 2020, y compris l'instauration d'une relation de confiance avec les propriétaires privés, en tenant compte de la psychologie des pro-

priétaires et en leur fournissant un soutien administratif. Il espérait qu'en 2020, les futurs accords amèneraient à la même table davantage de propriétaires fonciers privés et d'autres personnes.

Les deux panélistes suivants ont présenté une perspective globale de la question. Jim LEVITT, de l'International Land Conservation Network, a expliqué comment, aux États-Unis, les secteurs public, privé et civique (ONG) travaillent tous ensemble pour protéger la nature au service du bien public. Il a décrit l'histoire de la conservation aux États-Unis, y compris la création du premier parc public au monde, le 'Boston Common', datant de 1634. D'autres événements importants en matière de conservation ont eu lieu en 1891, lorsque Boston créa la première fiducie foncière régionale (aujourd'hui le 'Trustee of Reservation') et en 1981, lorsque l'Internal Revenue Service commença à accorder des déductions fiscales aux servitudes de conservation. Il était également optimiste quant à l'avenir, expliquant que les États-Unis accéléreraient continuellement la protection des terres privées.

Marianne KLEIBERG, de 'The Nature Conservancy', était l'autre présentatrice avec une perspective mondiale. TNC est la plus grande organisation de conservation des terres au monde, avec plus de 1 400

réserves naturelles et environ 1,5 million d'hectares de servitudes. Depuis les années 1950, TNC a utilisé de nouveaux outils, tels que des servitudes de conservation, pour aider la conservation des terres américaines à croître. Elle a expliqué que les secteurs public et privé ont besoin l'un de l'autre pour le succès de la conservation des terres, et qu'une science sensée est importante pour la création de politiques appropriées. Elle espérait qu'un nouveau plan de l'UE sur la biodiversité contribuerait aux efforts de conservation à l'avenir et a remercié ELO pour le travail qu'ils accomplissent.

La présentation suivante était une double présentation avec Anne-Sophie MULIER pour ELO et le Dr Tilmann DISSELHOFF de ELCN - NABU sur la création de réseaux de conservation des terres privées en Europe. Ils ont mentionné l'importance de la construction de réseaux pour la conservation des terres privées, car plus de 60% des terres faisant partie de Natura 2000 sont des propriétés privées. Ils ont également mentionné que la plupart des États membres de l'UE disposaient déjà d'une gamme de programmes volontaires actifs permettant aux propriétaires et aux gestionnaires de terres d'obtenir des paiements et d'autres avantages pour la participation à des accords de gestion des terres à des fins de conservation. À titre d'exemple, deux succès récents ont été



présentés : la législation flamande sur la nature, qui offre aux propriétaires privés les mêmes avantages qu'aux ONGs en matière d'aide gouvernementale à la conservation, et le label Wildlife Estate, un label européen reconnaissant publiquement les domaines qui travaillent pour la conservation de la nature et de la terre. Cependant, nombre de ces programmes de conservation en Europe sont relativement nouveaux, voir inconnus des propriétaires terriens privés européens. Dans certains cas, ils n'existent même pas dans la législation, ni dans les politiques régionales ou nationales.

Avec le projet Life+ «Land Is For Ever», expliqué par Mme MULIER, l'objectif est d'élargir l'utilisation des méthodes et approches de conservation des terres privées dans l'UE. À travers un dialogue avec les propriétaires fonciers et des essais sur le terrain dans différents États membres de l'UE, ce projet vise à élaborer des recommandations pour de nouvelles politiques de conservation des terres privées plus efficaces et à montrer comment ces politiques peuvent être appliquées efficacement à plus grande échelle. Cette approche ascendante de l'élaboration des politiques rend le projet unique et donne aux recommandations qui en découlent une grande chance de succès dans le futur. Ce faisant, ce projet crée un réseau de propriétaires fonciers privés individuels engagés dans la conservation des terres privées en Europe, qui travaille en étroite coopération avec le projet Life+ ELCN. Ce dernier a été présenté par le Dr. DISSELHOF. Il a montré une carte de toutes les différentes ONGs réunies pour former ELCN et a expliqué comment elles établissent des liens. Il a été expliqué qu'ELCN se concentre sur les organisations, tandis que LIFE vise les propriétaires terriens. Ensemble, ils travaillent sur la définition de la conservation des terres privées, l'importance de la présence des deux réseaux aujourd'hui et la manière de collaborer. Leur message à retenir était que l'engagement des propriétaires fonciers privés individuels ainsi que des organisations de conservation est extrêmement important si nous voulons vraiment enrayer la perte de biodiversité.

Le Dr Stig JOHANSSON, Directeur de Parks & Wildlife Finland, a présenté le point de vue d'un État membre. En Finlande, toutes les zones de protection sont gérées comme une seule avec un seul organisme national pour leurs gestions. Il a noté que 80%

de la Finlande est constituée de forêts et que la moitié de ces terres appartiennent à des propriétaires privés. Sur les 4,6 millions d'hectares de terres protégées, 95% appartiennent à l'État. Avec une si grande quantité de nature et de forêts dans le pays, il est important de disposer d'un plan efficace. Les propriétaires fonciers sont indemnisés pour les terres qu'ils dédient à la conservation, ce qui les incite à être proactifs. La possibilité de conclure des contrats d'une durée allant jusqu'à 20 ans contribue également à garantir la cohérence et la pérennité des efforts.

Le dernier orateur était Angelo SALSI, chef de l'unité LIFE Nature de la Commission européenne. Il a raconté l'histoire d'un propriétaire du centre de l'Iowa, qui avait sacrifié des millions de dollars de profit pour créer une servitude de terrain permettant à tous de profiter de la nature pour les générations à venir. Il avait l'espoir que les futurs projets dans l'Union européenne soient aussi novateurs et il remercia l'ensemble du groupe.

Dans l'ensemble, le panel a répondu aux nombreuses questions des participants, y compris des propriétaires terriens privés et de l'organisation de propriétaires terriens flamands « Landelijk Vlaanderen ». Ces questions comprenaient des discussions sur le budget, l'explication de l'approche ascendante, une comparaison des politiques de l'Union européenne et du ministère de l'Agriculture des États-Unis, et l'importance de la collaboration des gouvernements avec les propriétaires terriens privés. Les derniers propos étaient optimistes et tournés vers l'avenir.

## Agenda

### 19 mars, Parlement européen, 19h-21.30h

Cérémonie du Prix européen de l'arbre de l'année 2019, co-organisée par l'eurodéputé Pavel POC  
[www.elo.org](http://www.elo.org)

### 5 avril, Comité des régions, Bruxelles

Conférence sur le réaménagement des friches industrielles dans l'UE, organisée par la DG Environnement  
[https://ec.europa.eu/info/events/brownfield-redevelopment-eu-2019-apr-05\\_en](https://ec.europa.eu/info/events/brownfield-redevelopment-eu-2019-apr-05_en)

### 8 avril, Residence Palace, Bruxelles

Événements pré-FFA organisés par ELO et la Fondation RISE  
[www.elo.org](http://www.elo.org)

### 9 avril, le Square, Bruxelles

FFA2019 : Forum pour l'avenir de l'agriculture : la prochaine génération  
[www.forumforagriculture.com](http://www.forumforagriculture.com)

### 9 avril, Bruxelles

Cérémonie du prix Sol  
[www.elo.org](http://www.elo.org)

### 24 avril, Bruxelles

Conférence finale du projet Co-Farm (Erasmus+)  
[www.cofarm-erasmus.eu](http://www.cofarm-erasmus.eu)



**CONFÉRENCE FINALE**

**Vous êtes invités à nous rejoindre pour la conférence finale du projet FEAL**

aimablement accueilli avec le soutien de la CESE section NAT

**Date: 6 mai 2019**  
**Heure: 14h-18h**  
**Lieu: EESC, room JDE 62**

Café et rafraîchissements seront servis



**ELO**  
European Landowners' Organization

### CountrySide

is a publication of the ELO  
in English and French

5 Euros

**Publisher :**  
Thierry de l'Escaille  
**Chief editor :**  
Emmanuelle Mikosz  
**Text editor :** Robert de Graeff,  
Sophy Smits van Oyen-Maltzoff

**Communication & proof readers:**  
Jehanne de Dorlodot - Verhaegen  
Gabrielle Cubillo, Judith Deblon  
Jean de Biolley  
**Back office:**  
Gabriela Pena, Alberto Hermosel

Rue de Trèves, 67  
B - 1040 Bruxelles  
Tel. : 00 32 (0)2 234 30 00  
Fax : 00 32 (0)2 234 30 09  
[countryside@elo.org](mailto:countryside@elo.org)  
Internet Site : [www.elo.org](http://www.elo.org)

## Après l'arrêt de la CJCE : l'avenir de la sélection végétale en Europe

Le 9 janvier dernier, ELO a organisé sa conférence annuelle sur l'innovation, dont le thème parlait de l'avenir de la technologie de sélection des semences en Europe, après que la CJCE eut décidé que celles-ci relevaient essentiellement du domaine des OGM et du cadre juridique en question.

Robert de GRAEFF, ELO



Annie SCHREIJER-PIERIK, eurodéputée européenne, a ouvert l'événement en soulignant les défis futurs des systèmes agricoles et alimentaires en Europe, notamment le changement climatique, l'augmentation de la demande de terres limitées, les pressions croissantes des organismes nuisibles et des maladies. La « science », a-t-elle fait remarquer, « peut nous aider à relever tous ces défis ». Elle a partagé sa déception face à la décision de la Cour de limiter l'accès européen aux technologies de sélection des semences qui pourraient faire partie de la solution.

Le prof. Huw JONES de l'Université d'Aberystwyth a prononcé le discours d'ouverture, dans lequel il a démontré à l'auditoire qu'il existe de réelles différences scientifiques entre les technologies GM classiques qui ont été développées dans les années 1980 et 1990 et la nouvelle génération de sélection des semences qui a été rendue possible aujourd'hui. M. JONES a en outre averti l'auditoire que d'autres parties du monde, y compris les États-Unis et la Chine, iraient rapidement de l'avant avec la mise en œuvre de ces technologies et que cela pourrait causer de graves problèmes concernant les importations, car le produit final de l'édition génomique ne serait pas facilement identifiable, contrairement à la génération actuelle des technologies GM. Il a conclu ses remarques en appelant à une révision de la directive sur les OGM qui tiendrait compte de l'arrêt de la CJCE tout



en élargissant les possibilités d'un système réglementaire plus nuancé et adapté aux produits individuels.

Au cours du premier panel, René CUSTERS, du VIB basé à Bruxelles, a averti qu'une interprétation stricte des décisions de la Cour entraînerait des blocages même à des fins de recherche, notant que les autorités flamandes avaient déjà demandé des données supplémentaires pour son projet de recherche actuel et l'avaient forcé à le reclassifier en essai OGM. Marc van MONTAGU, professeur émérite, s'est prononcé en faveur de cette proposition et a souligné que l'arrêt de la CJCE aurait des conséquences négatives pour la recherche scientifique en Europe et que « l'avenir, selon moi, est que nous utiliserons des OGM partout. Il ne s'agit pas de savoir si, mais quand ».

Les conséquences de cette décision pour le commerce international étaient particulièrement préoccupantes pour les orateurs et le public, car les résultats finaux des nouvelles technologies de sélection des semences ne peuvent être distingués dans un port d'entrée européen. M. JONES et M. CUSTERS ont noté qu'il serait presque impossible de mettre au point un système de traçabilité pour toutes les nouvelles variétés de semences, et qu'il ne serait même pas nécessaire pour les pays non membres de l'UE d'instaurer un tel système. Tous

deux ont noté que les effets les plus immédiats pourraient être un système d'étiquetage qui permettrait de suivre et de retracer des produits des exploitations non-UE jusqu'à leurs destinations finales, mais qu'un tel système serait incroyablement complexe et ouvert aux abus.

Au cours de la deuxième session, Robert GRAVELAND, Directeur R&D du semencier néerlandais ZHPC, a noté que son entreprise travaillait déjà chez lui et à Singapour avec les nouvelles techniques de sélection telles que CRISPR, et employait près de 400 personnes. Il a exhorté la communauté agricole et scientifique à travailler sur leur communication et à souligner l'avantage de ces techniques, et a appelé les régulateurs à créer un meilleur ensemble de définitions entre les différentes catégories de sélection des semences. Gonzalo PASTRANA, un jeune agriculteur espagnol, lui a apporté son soutien et a demandé plus d'espace en Europe pour de nouvelles techniques permettant à son exploitation de faire face au changement climatique.

L'ELO tient à remercier Annie SCHREIJER-PIERIK, eurodéputée européenne et son équipe d'avoir accueilli cet événement.

Let's increase our food supply  
without  
reducing theirs

the  
good  
growth  
plan

Syngenta Brussels Office  
Avenue Louise, 489,  
B-1050 Brussels  
Tél: +32.2.642.27.27  
www.syngenta.com  
www.goodgrowthplan.com

syngenta

# Renforcer la position des demeures historiques en Europe. Suivi du projet 'Heritage Houses for Europe'.

« Le projet attribué à ELO, l'Association européennes des demeures historiques et IDEA Consult vise à 'libérer le potentiel des demeures historiques » – Thierry de l'ESCAILLE

« Ce projet est une opportunité unique pour nos propriétaires de demeures historiques de montrer la réalité de la gestion de telles demeures au public » – Alfonso PALLAVICINI

Lucie MARET, Association européennes des demeures historiques



Cette étude vise à évaluer la valeur ajoutée des demeures historiques en Europe ; ainsi que d'identifier des modèles de gestion innovants.

L'une des principales valeurs ajoutées de ce projet identifiées lors du premier workshop le 6 novembre dernier est qu'il s'agit de la **première étude d'envergure européenne** visant à adresser les défis des demeures historiques au niveau européen. Elle vise à apporter une vue d'ensemble. Pour atteindre un tel niveau de compréhension du secteur, le projet repose sur deux piliers :

- Une meilleure compréhension de l'impact socio-économique, culturel et environnemental des demeures historiques
- Identifier et analyser les modèles entrepreneuriaux innovants permettant une préservation durable des demeures historiques.

## Plus de 1000 réponses reçues à notre questionnaire

Le questionnaire que nous avons lancé en décembre afin de récolter des informations sur ces deux aspects directement auprès des propriétaires nous a permis de réaliser à quel point cette étude était nécessaire, et tout l'enthousiasme qu'elle a déclenché. Nous avons récolté plus de 1000 réponses venues de 28 pays européens.

Ce questionnaire ainsi que les entretiens que nous avons réalisés ont confirmé que **les propriétaires-gestionnaires sont au centre de la préservation des demeures historiques**. Ils y engagent leur investissement personnel, leur responsabilité, leur temps, leur passion, leur attention, leur âme, prennent les risques et créent de la valeur. « **Gérer une demeure historique est le travail d'une vie, vous devez penser au long terme** » a déclaré l'un des interviewés.

Toutefois, les demeures historiques et leurs propriétaires évoluent dans un environnement plus large avec lequel ils interagissent. Ces facteurs externes comprennent la plupart des caractéristiques que l'on trouve pour un entrepreneur :

- Collaborer avec les autorités publiques en étant considéré comme 'partenaire'
- Créer un lien avec les communautés locales, et s'assurer de leur soutien
- Développer ses compétences et assurer un apprentissage tout au long de sa vie
- Être en mesure d'utiliser et d'adapter sa demeure dans une certaine mesure afin d'assurer un financement et un entretien propre

## S'attaquer aux disparités en Europe en créant des réseaux pan-européens de demeures historiques

L'un de nos postulats lorsque nous avons débuté ce projet est que **la situation des demeures historiques varie grandement au sein de l'Europe**, d'un pays à l'autre, entre les demeures situées en zone rurale ou dans un centre-ville. Une des solutions pour faire face à ces inégalités, ainsi que pour atténuer les facteurs externes mentionnés ci-dessus – née des discussions engagées dans le cadre de ce projet – serait de stimuler la coopération, notamment en **organisant les demeures historiques en réseaux**. Un autre facteur serait que **les demeures historiques reçoivent l'attention qu'elles méritent** du public – et des politiciens, un but que nous espérons atteindre avec ce projet.

### Aidez-nous à libérer les potentialités du secteur ! Participez!

- Souscrivez-vous à la newsletter du projet
- Lisez le rapport du premier séminaire
- Joignez-vous à nous pour la Conférence finale à Bruxelles le 24 septembre 2019
- Visitez le site web <https://www.europeanlandowners.org/heritage-houses-for-europe/>
- Contactez l'équipe du projet : [marie.orban@elo.org](mailto:marie.orban@elo.org) ou [l.maret@europeanhistorichouses.eu](mailto:l.maret@europeanhistorichouses.eu)

Nous sommes persuadés que si ces deux éléments 'interne' – les propriétaires et leurs demeures – et 'externe' – l'environnement dans lequel ils évoluent – s'assemblent de manière positive, **nous pourrions assurer un futur radieux aux demeures historiques en Europe**. C'est ce but que nous allons tenter d'atteindre avec notre étude et ses recommandations politiques, ainsi qu'avec les outils que nous allons créer pour les propriétaires.



## ENTREZ EN CONTACT AVEC NOUS.

Vous êtes intéressé par le projet ? Contactez-nous au mail suivant [marie.orban@elo.org](mailto:marie.orban@elo.org). Suivez nous également sur les réseaux sociaux pour des mises à jour régulières sur le projet & sur nos autres activités !

### European Historic Houses Association

- European Historic Houses Association
- @EHHA2016#EuropeForCulture
- [www.europeanhistorichouses.eu](http://www.europeanhistorichouses.eu)
- [info@europeanhistorichouses.eu](mailto:info@europeanhistorichouses.eu)
- @europeanhistorichouses

### European Landowners' Organization

- [www.facebook.com/europeanlandowners/](https://www.facebook.com/europeanlandowners/)
- @EULandownersOrg
- [www.europeanlandowners.org](http://www.europeanlandowners.org)



Since 2008, the Forum for the Future of Agriculture has become the key Brussels event on agriculture and the environment. It provides a unique platform for ideas and discussion on a range of issues from policy reform to innovative practices in the field. We look forward to welcoming you to FFA2019 to discuss the next generation.

## 8 reasons to register

Join our Chairman Janez Potočnik and speakers including:



**Ertharin Cousin**  
 12th Executive Director, United Nations World Food Programme (2012-2017)



**Philippe Lamberts**  
 Belgian MEP, Co-chair of the Greens/EFA group, Ska Keller



**Miguel Arias Cañete**  
 Commissioner for Climate Action and Energy, European Commission



**Teleri Fielden**  
 First generation farmer/shepherdess, Llyndy Isaf Farm, Wales



**Phil Hogan**  
 EU Commissioner for Agriculture and Rural Development



**Mette Lykke**  
 CEO, Too Good To Go



**Michel Barnier**  
 European Chief Negotiator for the United Kingdom Exiting the European Union



**Galina Peycheva-Miteva**  
 Farmer, Bulgaria

**Register and check the full program on**  
**[www.forumforagriculture.com](http://www.forumforagriculture.com)**

In partnership with

